SV

ROYAUME DE BELGIQUE

– – – – – – – – – –

AVIS 40.493/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

– – – – – – – – – – – –

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 16 mai 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté ministériel "fixant la liste des points pour les prestations effectuées par les avocats chargés de l'aide juridique de deuxième ligne partiellement ou complètement gratuite", a donné le 12 juin 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Fondement juridique

Préambule

À l'alinéa 3, dans la version néerlandaise, il y a lieu de viser l'arrêté ministériel du 19 septembre 2005 et non celui du 22 septembre 2005.

Dispositif

Article 2

Dans la phrase liminaire, il y a lieu de viser, in fine, l'arrêté ministériel du 19 septembre 2005 et non celui du 22 septembre 2005.

Annexe

Observations générales

1. En ce qui concerne les points 1.6 et 18.9, il faut évidemment comprendre qu'il ne s'agit pas des prestations accomplies par un avocat en tant que médiateur agréé, mais bien de l'aide juridique accordée par un avocat à l'une des parties dans le cadre d'une procédure de médiation [1].

---

(1) Dans ce sens, voir l'avis 39.006/2/V, donné par la section de législation du Conseil d'État le 12 septembre 2005 sur un projet devenu l'arrêté ministériel du 19 septembre 2005 portant modification de l'annexe à l'arrêté ministériel du 20 décembre 1999 portant exécution de l'arrêté royal du 20 décembre 1999 fixant les conditions d'octroi, le tarif et les modalités de paiement de l'indemnité allouée aux avocats en exécution des articles 508/19, 508/20, 508/22 et 508/23, du Code judiciaire.

Une observation similaire vaut pour le point 17 (Arbitrage).

2. En ce qui concerne le point 9 de l'annexe, comme l'a déjà fait observer la section de législation du Conseil d'État dans l'avis 36.160/2, donné le 8 décembre 2003 sur un projet devenu l'arrêté ministériel du 18 décembre 2003 portant modification de l'annexe à l'arrêté ministériel du 20 décembre 1999 portant exécution de l'arrêté royal du 20 décembre 1999 fixant les conditions d'octroi, le tarif et les modalités de paiement de l'indemnité allouée aux avocats en exécution des articles 508/19, 508/20, 508/22 et 508/23, du Code judiciaire, le projet s'expose à plusieurs critiques.

2.1. En ce qui concerne les procédures devant une autorité administrative ou juridictionnelle autre que le Conseil d'État, la section de législation du Conseil d'État avait estimé que :

> "2. En ce qui concerne les instances autres que le Conseil d'État, l'arrêté en projet n'apporte qu'une seule modification par rapport au point 9.1., actuel, de l'annexe à l'arrêté ministériel du 20 décembre 1999, précité, à savoir une modulation des points attribués pour les prestations devant le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, selon qu'il y a eu ou non audition du demandeur d'asile.
>
> Dans la mesure où le point 9.1., nouveau, de l'annexe continue cependant à se référer à la notion de «Procédure de régularisation de réfugiés», il appelle tout d'abord la même observation que celle formulée sous le point 1 de l'article 1er, § 1er, alinéa 1er dans l'avis 36.158/2, donné le 8 décembre 2003. S'il s'agit effectivement d'entendre par cette notion la procédure de régularisation organisée par la loi du 22 décembre 1999 relative à la régularisation de séjour de certaines catégories d'étrangers séjournant sur le territoire du Royaume, le Conseil d'État n'aperçoit pas pourquoi ne seraient alors visés que les réfugiés. Outre que la question se pose de savoir s'il ne convient pas plutôt de se référer aux personnes ayant introduit une demande de reconnaissance de la qualité de réfugié au sens de l'article 2, 1°, de la loi du 22 décembre 1999, l'attention de l'auteur du projet est attirée sur ce que cette loi vise des personnes autres que des réfugiés en cours de procédure."

Dans l'avis 36.158/2, donné le 8 décembre 2003 sur un projet devenu l'arrêté royal du 18 décembre 2003 déterminant les conditions de la gratuité totale ou partielle du bénéfice de l'aide juridique de deuxième ligne et de l'assistance judiciaire, la section de législation du Conseil d'État avait estimé que :

> "1. La référence à une «demande de régularisation de séjour» est source de confusion.

Ni la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ni son arrêté d'exécution du 8 octobre 1981 ne connaissent la notion juridique de "régularisation de séjour". Cette notion, en revanche, fait l'objet de la loi temporaire du 22 décembre 1999 relative à la régularisation de séjour de certaines catégories d'étrangers séjournant sur le territoire du Royaume, dont la mise en oeuvre est, en principe, terminée et dans le cadre de laquelle l'assistance par un avocat devant la Commission de régularisation est expressément prévue par l'article 9 de l'arrêté royal du 5 janvier 2000 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission de régularisation et portant exécution de la loi du 22 décembre 1999 relative à la régularisation de séjour de certaines catégories d'étrangers séjournant sur le territoire du Royaume.

Certes, l'application de l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980, précitée, qui prévoit la possibilité d'introduire en Belgique une demande d'autorisation de séjour, peut également avoir pour conséquence, dans certains cas , la régularisation du séjour de certains étrangers . Parler en pareille hypothèse de régularisation de séjour est toutefois inadéquat et source de confusion, eu égard à l'existence d'une législation spécifique concernant la régularisation du séjour de certains étrangers .

Il convient donc que l'auteur du projet précise son intention et se réfère soit à une «demande de régularisation de séjour en application de la loi du 22 décembre 1999, relative à la régularisation de séjour de certaines catégories d'étrangers séjournant sur le territoire du Royaume», soit, de manière plus générale, à une «demande d'autorisation de séjour»."

2.2. En ce qui concerne la procédure devant le Conseil d'État, la section de législation du Conseil d'État avait estimé dans son avis 36.160/2, précité, que :

"Alors que le point 9.2., actuel, de l'annexe à l'arrêté ministériel du 20 décembre 1999 prévoit que 25 points sont attribués devant le Conseil d'État, le nouveau point 9.2., en projet, introduit, pour l'ensemble des contentieux devant le Conseil d'État, une ventilation des points attribués, allant de 4 à 50 points et qui est fonction d'un certain nombre de critères fondés, d'une part, sur le contenu, sommaire ou non, des requêtes et, d'autre part, sur le nombre d'arrêts prononcés par le Conseil d'État dans le cadre d'une procédure en annulation et/ou en suspension.

Ces critères, qui semblent inspirés de la proposition de l'Ordre des Barreaux francophone et germanophone et de l'Ordre van Vlaamse Balies, tendent à mieux prendre en considération tant la dualité de la procédure devant le Conseil d'État (annulation/suspension) que l'introduction de procédures simplifiées ou accélérées, fondées notamment sur le caractère manifestement irrecevable ou manifestement non fondé d'une requête.

Certains des critères ainsi retenus semblent parfois manquer de pertinence au regard des règles de procédure appliquées devant le Conseil d'État. D'autres critères sont susceptibles de donner lieu à des divergences d'interprétation par les bureaux d'aide juridique. D'autres critères enfin sont susceptibles de poser problème dans la mesure où ils se réfèrent au prononcé d'un ou de plusieurs arrêts, sans prendre en considération ni le type d'arrêt prononcé ni la nature de la prestation accomplie par l'avocat dans le cadre de la procédure y relative.

.../...

3.2. Ainsi, le Conseil d'État n'aperçoit pas clairement comment les bureaux d'aide juridique seront amenés à considérer qu'une requête est ou non sommairement motivée. Cette appréciation sera-t-elle fonction du nombre de moyens soulevés, de la façon dont les moyens sont développés, du nombre de pages de la requête quel qu'en soit le contenu, ... ? Si cette appréciation devait par ailleurs être portée sans qu'il soit tenu compte des suites réservées à la requête par le Conseil d'État, elle pourrait s'avérer dépourvue de toute pertinence par rapport à l'arrêt finalement prononcé. Il n'est en effet pas exclu qu'une requête sommairement ou brièvement motivée puisse donner lieu à une annulation ou à une suspension ordonnée par le Conseil d'État. Une requête sommairement motivée n'est en effet pas synonyme de requête non adéquatement motivée et il se peut par ailleurs qu'une requête même sommairement motivée soit examinée par le Conseil d'État, notamment parce qu'il convient de retenir un moyen d'ordre public qui peut même ne pas avoir été invoqué à l'appui de la requête. À l'opposé, une requête même longuement motivée peut très bien être déclarée manifestement non fondée par le Conseil d'État. En réalité, cette notion ne trouve pas d'appui dans la jurisprudence de la section d'administration du Conseil d'État. Ne serait-il pas plus pertinent de se référer au caractère manifestement irrecevable ou non fondé d'une requête, résultant d'un arrêt du Conseil d'État prononcé en ce sens ?

3.3. Les notions de "requête motivée, ne donnant pas lieu au prononcé d'un arrêt" et de"requêtes motivées en annulation et en suspension, ne donnant pas lieu au prononcé d'un arrêt" se rapportent à une problématique très spécifique, à savoir les requêtes qui ne sont pas enrôlées parce qu'il manque certains éléments , ainsi que les requêtes qui, après avoir été enrôlées sous le bénéfice d'une demande de pro deo, sont par la suite simplement biffées du rôle pour n'avoir pas été dûment revêtues des timbres requis à la suite d'une ordonnance de refus de pro deo . Dans tous ces cas, qui engendrent un encombrement inutile du greffe, le défaut d'enrôlement et la biffure du rôle résultent de ce qu'un avocat, lorsque le requérant n'agit pas seul, n'a pas donné suite à une invitation expresse du greffe de régulariser la requête dans le délai imparti. Il ne semble dès lors pas pertinent de prévoir l'octroi de points dans de telles situations, qui plus est lorsque le nombre de points est plus élevé que celui attribué pour des requêtes valablement introduites, mais sommairement motivées.

3.4. Le troisième critère sur lequel se fonde le projet d'arrêté est celui du nombre d'arrêts prononcés (un seul arrêt sur une requête motivée - un seul arrêt sur des requêtes motivées en suspension et en annulation - deux arrêts sur des requêtes motivées en suspension et en annulation).

Sans doute convient-il d'entendre par "arrêt(s)", les arrêts qui ont pour effet de clôturer une requête (soit de suspension, soit d'annulation, soit des deux simultanément), avec cette conséquence que ne sont pas visés les arrêts interlocutoires, tels des arrêts de réouverture des débats.

L'attention de l'auteur du projet est également attirée sur ce que le simple fait du prononcé d'un arrêt n'implique pas nécessairement une prestation complémentaire d'un avocat. Il peut tout d'abord s'agir d'arrêts de rejet, soit de la suspension, soit de l'annulation, du simple fait du défaut de l'avocat (et du requérant) à l'audience.

Il y a également les arrêts qui décrètent le désistement d'instance soit en raison du défaut de demande de poursuite de la procédure à la suite de la notification, soit d'un arrêt de rejet de la suspension, soit du rapport de l'auditeur dans lequel est proposé le rejet ou la déclaration d'irrecevabilité du recours. Il y a enfin des arrêts qui constatent l'absence de l'intérêt requis lorsque la partie requérante ne dépose pas de mémoire dans la procédure en annulation. Certains de ces arrêts sont même prononcés sans audience lorsque le conseil du requérant ou le requérant lui-même ne demande pas à être entendu.

Dès lors de deux choses l'une :

- soit l'auteur du projet entend fonder l'attribution d'un certain nombre de points sur les prestations matérielles effectivement accomplies par les avocats dans le cadre de l'aide juridique de deuxième ligne (dépôts de pièces complémentaires de procédure [demandes de poursuite de la procédure/mémoires/...]; comparution à l'audience); dans ce cas, la simple référence au nombre d'arrêts prononcés semble manquer de pertinence;

- soit l'auteur du projet s'inscrit dans la philosophie poursuivie ces dernières années d'amener les requérants et leurs conseils à évaluer aux divers stades de la procédure l'utilité de poursuivre ou non leurs recours afin d'éviter ainsi d'engorger inutilement le Conseil d'État, et considère que les prestations -accomplies par les conseils dans le cadre de l'aide juridique de deuxième ligne- comportent également l'appréciation de cette utilité de poursuivre ou non un recours et d'éclairer les requérants à ce sujet; dans ce cas, le critère du nombre d'arrêts prononcés, sans tenir en outre compte de la nature et de la portée de ces arrêts, peut être considéré comme un critère pertinent."

Le projet, présentement examiné, est sujet aux mêmes critiques que celles formulées par l'avis 36.160/2, précité.

En particulier, la question se pose de savoir si le critère de la requête sommairement motivée ne devrait pas être remplacé par celui de la requête déclarée manifestement irrecevable ou manifestement non fondée.

Observation particulière

Au point 9.1 de l'annexe (commissariat général aux réfugiés), il convient, dans la version française des deux premiers tirets de remplacer les mots "recours déclaré recevable" par le mot "recevabilité" [2].

---

(2) Comparez avec la version néerlandaise.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	G. KEUTGEN,	assesseur de la section de législation,
Madame	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON Y. KREINS

SV

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 40.493/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 16 mei 2006 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot vaststelling van de lijst met punten voor prestaties verricht door advocaten belast met gedeeltelijk of volledig kosteloze juridische tweedelijnsbijstand", heeft op 12 juni 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Rechtsgrond

Aanhef

In het derde lid moet, in de Nederlandse versie, verwezen worden naar het ministerieel besluit van 19 september 2005, en niet naar dat van 22 september 2005.

Dispositief

Artikel 2

In de inleidende zin moet aan het einde verwezen worden naar het ministerieel besluit van 19 september 2005, en niet naar dat van 22 september 2005.

Bijlage

Algemene opmerkingen

1. De punten 1.6 en 18.9 moeten uiteraard zo begrepen worden dat het niet gaat om prestaties die door een advocaat worden verricht als erkend bemiddelaar, maar

wel om de juridische bijstand verleend door een advocaat aan één van de partijen in het kader van een bemiddelingsprocedure [1].

Een soortgelijke opmerking geldt voor punt 17 (Arbitrage).

2. Wat punt 9 van de bijlage betreft geeft het ontwerp, zoals de afdeling wetgeving van de Raad van State reeds heeft opgemerkt in haar advies 36.160/2, uitgebracht op 8 december 2003 over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het ministerieel besluit van 18 december 2003 tot wijziging van de bijlage bij het ministerieel besluit van 20 december 1999 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 20 december 1999 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning, het tarief en de wijze van uitbetaling van de vergoeding die overeenkomstig de artikelen 508/19, 508/20, 508/22 en 508/23, van het Gerechtelijk Wetboek wordt verleend aan advocaten, aanleiding tot verscheidene bezwaren.

2.1. Met betrekking tot de procedures vóór een andere administratieve of rechterlijke instantie dan de Raad van State, had de afdeling wetgeving van de Raad van State het volgende geoordeeld:

> "2. In verband met de andere instanties dan de Raad van State brengt het ontworpen besluit slechts één enkele wijziging aan ten opzichte van het huidige punt 9.1. van de voormelde bijlage bij het ministerieel besluit van 20 december 1999, te weten een differentiëring van de punten die worden toegekend voor prestaties bij het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen, naar gelang de asielaanvrager al dan niet is verhoord.
>
> In zoverre het nieuwe punt 9.1. van de bijlage nog steeds verwijst naar het begrip "Aanvraagprocedure regularisatie vluchtelingen", behoort in de eerste plaats dezelfde opmerking te worden gemaakt als die welke is gemaakt onder punt 1 van artikel 1, § 1, eerste lid, in advies 36.158/2 gegeven op 8 december 2003. Als onder dat begrip effectief de regularisatieprocedure moet worden verstaan waarin wordt voorzien door de wet van 22 december 1999 betreffende de regularisatie van het verblijf van bepaalde categorieën van vreemdelingen verblijvend op het grondgebied van het Rijk, is het de Raad van State niet duidelijk waarom alleen sprake is van vluchtelingen. Nog daargelaten dat de vraag rijst of niet veeleer dient te worden verwezen naar personen die een aanvraag hebben ingediend om als vluchteling te worden erkend in de zin van artikel 2, 1˚, van de wet van 22 december 1999, wordt de steller van het ontwerp erop gewezen dat deze wet doelt op andere personen dan vluchtelingen die aan het procederen zijn."

---

(1) Zie in die zin advies 39.006/2/V, gegeven door de afdeling wetgeving van de Raad van State op 12 september 2005 over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het ministerieel besluit van 19 september 2005 tot wijziging van de bijlage bij het ministerieel besluit van 20 december 1999 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 20 december 1999 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning, het tarief en de wijze van uitbetaling van de vergoeding die overeenkomstig de artikelen 508/19, 508/20, 508/22 en 508/23, van het Gerechtelijk Wetboek wordt verleend aan advocaten.

In advies 36.158/2, uitgebracht op 8 december 2003 over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 18 december 2003 tot vaststelling van de voorwaarden van de volledige of gedeeltelijke kosteloosheid van de juridische tweedelijnsbijstand en de rechtsbijstand, had de afdeling wetgeving van de Raad van State zich uitgesproken als volgt :

> "1. De verwijzing naar een «verzoek tot regularisering van verblijf» geeft aanleiding tot verwarring.
>
> Het juridisch begrip «regularisering van verblijf» komt niet voor in de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, noch in het uitvoeringsbesluit ervan van 8 oktober 1981. Dit begrip is daarentegen wel opgenomen in de tijdelijke wet van 22 december 1999 betreffende de regularisatie van het verblijf van bepaalde categorieën van vreemdelingen verblijvend op het grondgebied van het Rijk, waarvan de tenuitvoerlegging in principe beëindigd is en in het kader waarvan artikel 9 van het koninklijk besluit van 5 januari 2000 betreffende de samenstelling en de werking van de Commissie voor regularisatie en houdende de uitvoering van de wet van 22 december 1999 betreffende de regularisatie van het verblijf van bepaalde categorieën van vreemdelingen verblijvend op het grondgebied van het Rijk, uitdrukkelijk voorziet in bijstand van een advocaat voor de Commissie voor regularisatie.
>
> De toepassing van artikel 9, derde lid, van de voormelde wet van 15 december 1980, dat voorziet in de mogelijkheid om in België een aanvraag om machtiging tot verblijf in te dienen, kan weliswaar eveneens in sommige gevallen leiden tot de regularisatie van het verblijf van bepaalde vreemdelingen. In een dergelijk geval spreken van regularisatie van het verblijf is evenwel irrelevant en geeft aanleiding tot verwarring, omdat er een specifieke wetgeving bestaat over de regularisatie van het verblijf van sommige vreemdelingen.
>
> De steller van het ontwerp dient dus zijn bedoeling te verduidelijken en te verwijzen naar, ofwel een «aanvraag tot regularisatie van het verblijf, ingevolge de wet van 22 december 1999 betreffende de regularisatie van het verblijf van bepaalde categorieën van vreemdelingen verblijvend op het grondgebied van het Rijk", ofwel, meer algemeen, naar een "aanvraag om machtiging tot verblijf»."

2.2. Wat de procedure bij de Raad van State betreft, had de afdeling wetgeving van de Raad van State in haar voornoemde advies 36.160/2 het volgende gesteld :

> "Terwijl het huidige punt 9.2. van de bijlage bij het ministerieel besluit van 20 december 1999 bepaalt dat 25 punten worden toegekend in geval van prestaties bij de Raad van State, voert het nieuwe ontworpen punt 9.2., voor de gehele geschillenberechting bij de Raad van State, een uitsplitsing in van de toegekende punten, gaande van 4 tot 50 punten, die afhankelijk is van bepaalde criteria die gebaseerd zijn op enerzijds de al dan niet summiere («beknopte») inhoud van de verzoekschriften en anderzijds het aantal door de Raad van State gewezen arresten in het kader van een procedure tot nietigverklaring en/of schorsing.

.../...

Deze criteria, die naar het zich laat aanzien ingegeven zijn door het voorstel van de Ordre des Barreaux francophone et germanophone en de Orde van Vlaamse Balies, strekken ertoe zowel de tweeheid van de procedure bij de Raad van State (vernietiging/schorsing) als het inleiden van vereenvoudigde of versnelde procedures, onder meer gegrond op het kennelijk niet-ontvankelijk of kennelijk niet gegrond zijn van een verzoekschrift, beter in beschouwing te nemen.

Sommige van de aldus in aanmerking genomen criteria lijken soms irrelevant te zijn uit een oogpunt van de bij de Raad van State toegepaste procesregels. Andere criteria kunnen aanleiding geven tot uiteenlopende interpretaties door de bureaus voor juridische bijstand. Nog andere criteria ten slotte, kunnen een probleem doen rijzen in zoverre ze verwijzen naar de uitspraak van een of meer arresten, zonder rekening te houden met het type van gewezen arrest, noch met de aard van de door de advocaat geleverde prestatie in het kader van de desbetreffende procedure.

3.2. Zo is het de Raad van State niet duidelijk op grond waarvan de bureaus voor juridische bijstand erover zullen oordelen of een verzoekschrift al dan niet summier («beknopt») is gemotiveerd. Zal deze beoordeling afhankelijk zijn van het aantal aangevoerde middelen, van de wijze waarop de middelen worden toegelicht, van het aantal bladzijden van het verzoekschrift ongeacht de inhoud ervan, ...? Mocht dit oordeel bovendien worden uitgebracht zonder dat rekening wordt gehouden met het gevolg dat door de Raad van State wordt gegeven aan het verzoekschrift, zou het helemaal niet ter zake dienend kunnen blijken te zijn ten opzichte van het uiteindelijk gewezen arrest. Het is immers niet uitgesloten dat een summier («beknopt») of weinig gemotiveerd verzoekschrift aanleiding kan geven tot een door de Raad van State gelaste vernietiging of schorsing. Een summier gemotiveerd verzoekschrift is immers niet hetzelfde als een niet behoorlijk gemotiveerd verzoekschrift en bovendien is het mogelijk dat een zelfs summier gemotiveerd verzoekschrift door de Raad van State wordt onderzocht, inzonderheid omdat een middel van openbare orde in aanmerking moet worden genomen dat mogelijk zelfs niet is aangevoerd tot staving van het verzoekschrift. Daarentegen kan een zelfs wijdlopig gemotiveerd verzoekschrift door de Raad van State kennelijk ongegrond worden verklaard. In werkelijkheid vindt dit begrip geen steun in de rechtspraak van de afdeling administratie van de Raad van State. Zou het niet relevanter zijn te verwijzen naar de kennelijke niet-ontvankelijkheid of niet-gegrondheid van een verzoekschrift, als gevolg van een in die zin gewezen arrest van de Raad van State?

3.3. De begrippen «een gemotiveerd verzoekschrift, niet gevolgd door de uitspraak van een arrest» en «gemotiveerde verzoekschriften tot nietigverklaring en schorsing, niet gevolgd door de uitspraak van een arrest» hebben betrekking op een zeer specifieke problematiek, te weten de verzoekschriften die niet op de rol worden gebracht omdat bepaalde gegevens ontbreken, alsmede de verzoekschriften die eerst zijn ingeschreven onder voorrecht van een pro deo-aanvraag en vervolgens gewoon van de rol worden afgevoerd omdat ze niet behoorlijk gezegeld zijn, na een beschikking tot weigering van het pro deo. In al die gevallen die de griffie nodeloos overbelasten, zijn het niet op de rol plaatsen en het schrappen van de rol het gevolg van het feit dat een advocaat, wanneer verzoeker niet alleen optreedt, geen gevolg heeft gegeven aan het uitdrukkelijke verzoek van de griffie om het verzoekschrift binnen de toegemeten termijn te regulariseren. Het lijkt dus niet relevant in zulke gevallen te voorzien in de toekenning van punten, des te minder wanneer het aantal punten hoger ligt dan het aantal dat wordt toegekend voor geldig ingediende, doch summier («beknopt») gemotiveerde verzoekschriften.

3.4. Het derde criterium waarop het ontwerpbesluit is gegrond is dat van het aantal gewezen arresten (één enkel arrest over een gemotiveerd verzoekschrift - één enkel arrest over gemotiveerde verzoekschriften tot schorsing en tot nietigverklaring - twee arresten over gemotiveerde verzoekschriften tot schorsing en tot nietigverklaring).

Wellicht dient men onder «arrest(en)» te verstaan de arresten waardoor een vordering wordt afgesloten (ofwel tot schorsing ofwel tot nietigverklaring, ofwel beide tegelijk), met als gevolg dat niet wordt verwezen naar tussenarresten, zoals arresten waarbij de debatten worden heropend.

De steller van het ontwerp wordt er eveneens op gewezen dat de loutere uitspraak van een arrest niet noodzakelijk een extra prestatie van een advocaat impliceert. Het kan in de eerste plaats gaan om arresten waarbij ofwel de vordering tot schorsing, ofwel de vordering tot nietigverklaring wordt afgewezen louter omdat de advocaat (en de verzoeker) niet op de terechtzitting zijn verschenen.

Er zijn tevens arresten die de afstand van het geding toewijzen, ofwel wegens ontstentenis van een vordering tot voortzetting van de procedure na de kennisgeving van ofwel een arrest waarbij de vordering tot schorsing wordt afgewezen, ofwel van het verslag van de auditeur waarin wordt voorgesteld het beroep te verwerpen of niet-ontvankelijk te verklaren. Ten slotte zijn er arresten die het ontbreken van het vereiste belang vaststellen wanneer de verzoekende partij geen memorie indient in de procedure tot nietigverklaring. Sommige van die arresten worden zelfs uitgesproken zonder terechtzitting wanneer de raadsman van verzoeker of verzoeker zelf niet vragen om te worden gehoord.

Bijgevolg staan twee mogelijkheden open :

- ofwel beoogt de steller van het ontwerp het toekennen van een bepaald aantal punten te baseren op de effectief door de advocaten in het kader van de juridische tweedelijnsbijstand geleverde prestaties (indienen van aanvullende processtukken [verzoeken tot voortzetting van de procedure/memories/...]; verschijning op de terechtzitting); in dat geval lijkt het louter verwijzen naar het aantal gewezen arresten niet relevant te zijn;

- ofwel sluit de steller van het ontwerp zich aan bij de opvatting van de laatste jaren om de verzoekers en hun raadslieden ertoe te brengen in de verschillende stadia van de procedure te evalueren of het nuttig is hun beroepen al dan niet voort te zetten om zodoende te voorkomen dat de Raad van State nodeloos wordt overbelast en gaat hij ervan uit dat in de prestaties - door de raadslieden geleverd in het kader van de juridische tweedelijnsbijstand,- eveneens de beoordeling is vervat van dat nut om een beroep al dan niet voort te zetten en de verzoekers daaromtrent nader in te lichten; in dat geval kan het criterium van het aantal gewezen arresten, zonder dat bovendien rekening wordt gehouden met de aard en de strekking van die arresten, beschouwd worden als een relevant criterium."

Voor het voorliggende ontwerp gelden dezelfde bezwaren als die welke geuit zijn in het voornoemde advies 36.160/2.

Meer in het bijzonder rijst de vraag of het criterium van het beknopt gemotiveerde verzoekschrift niet vervangen zou moeten worden door het criterium van het kennelijk niet-ontvankelijk of kennelijk niet-gegrond verklaarde verzoekschrift.

Bijzondere opmerking

In punt 9.1 van de bijlage (Commissariaat-generaal voor vluchtelingen) moeten in de Franse versie van de eerste twee streepjes de woorden "recours déclaré recevable" vervangen worden door het woord "recevabilité" [2].

---

(2) Vergelijk met de Nederlandse versie.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	G. KEUTGEN,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

B. VIGNERON Y. KREINS